

ANALYSE DE MARCHÉ POUR ORIENTER LES INTERVENTIONS ECOSEC DANS LA RÉGION DU NORD – OCTOBRE 2020

BURKINA FASO – PROGRAMME ECOSEC



ICRC

Alexandre Gachoud, Référent technique EcoSec cash & markets, Genève



1. Sommaire

Principaux résultats de l'analyse de marché
Recommandations stratégiques
Recommandations détaillées pour les AGR/MEI

2. Analyse du contexte

3. Méthodologie suivie pour l'analyse de marché

4. Analyse du système de marché des produits maraîchers

Pourquoi se concentrer sur les produits maraîchers ?
Environnement du marché
Chaîne du marché
Infrastructures et services du marché

5. Autres systèmes de marché critiques dans la région du Nord

Céréales
Bétail
Travail journalier

1. Sommaire

1.1 Principaux résultats de l'analyse

Cette analyse de marché initiée lors de la visite d'appui du référent technique cash & markets vise à orienter la mise en œuvre des activités génératrices de revenus, prévues dans les Plans Opérationnels 2019 et 2020, mais qui n'ont pas encore été mises en œuvre.

Cette étude se concentre tout particulièrement sur les **produits maraîchers** en raison de leur importance comme source de revenus dans la région du Nord, et des taux élevés de malnutrition dans cette zone opérationnelle. **La valeur ajoutée dans la filière maraîchère bénéficie majoritairement aux grossistes disposant de capacités de stockage.** La sous-filière de l'oignon tout particulièrement présente des opportunités pour créer des emplois en faveur des communautés hôtes et déplacées à Ouahigouya, Titao et Thiou notamment.

Avant la crise sécuritaire, le Burkina faisait principalement face à des chocs climatiques, et la plupart des ONG humanitaires actives au Burkina ont commencé à adopter une approche Résilience et gestion des risques. Ces risques jusqu'à présent se sont concentrés sur les aléas climatiques, sans prendre suffisamment en compte le risque de conflit, qui peut être envenimé par une vision à court-terme de la gestion des ressources naturelles. L'usage des terres s'obtient primordialement par le défrichage de la brousse, ce qui offre des opportunités pour des interventions de type Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO)/cash for work, qui devraient viser à redynamiser le système traditionnel d'entraide villageoise (et non simplement monétiser le travail collectif).

L'aide au développement a un rôle à jouer dans la gestion du capital naturel, de protection de l'environnement et dans une **transition vers une agriculture durable**, visant à la souveraineté alimentaire d'un pays en proie à une insécurité alimentaire chronique. L'aide humanitaire a aussi une contribution à jouer. Des ONGs de développement soutenues par la Coopération Suisse (ex : Antenne Locale du Centre Albert Schweizer - CEAS) cherchent à mieux collaborer avec des acteurs humanitaires selon une approche « Nexus », ce qui présente des opportunités de collaboration pour le CICR.

Les coupons-valeur et l'introduction des produits maraîchers dans l'assistance alimentaire permettent de **soutenir l'économie locale et les moyens d'existence des communautés hôtes et déplacées actives dans le maraîchage.** Travailler avec des commerçants locaux contribue à stimuler une économie locale fragilisée par la crise et certaines distributions humanitaires en nature. Nous n'avons pas de preuves statistiques de l'effet multiplicateur des coupons, mais nous avons vu sur le terrain que les commerçants engagent des travailleurs locaux pour assurer le conditionnement et entreposage des aliments distribués, donc ça c'est positif. Ce conditionnement engendre un léger coût additionnel, mais ça contribue à faire participer mieux les acteurs locaux. Dans ce contexte sécuritaire difficile, la contractualisation avec des commerçants locaux a permis de réduire les risques pour le CICR, liés à l'acheminement de l'assistance dans les zones d'accès difficile. Il représente aussi des risques de collusions, qui doivent être aussi bien identifiés et mitigés.

1.2 Recommandations stratégiques pour la conception et la mise en œuvre des programmes AGR :

Enjeux économiques, sociaux et environnementaux auxquels une intervention du CICR devrait s'atteler :

- **Capitaliser sur certaines initiatives de développement/résilience** en les connectant mieux avec les interventions d'urgence en faveur des personnes déplacées.

- **Diversifier nos modalités d'assistance** et de ne pas uniquement apporter une assistance matérielle aux personnes affectées. S'engager plus franchement sur les interventions axées sur les marchés, en identifiant des points d'entrée d'interventions transversaux, apportant des bénéfices à travers différents secteurs d'activités : par exemple, améliorer l'accès à l'eau, à l'électricité, aux services financiers (transferts d'argent, épargne et micro-crédit), à une main d'œuvre qualifiée pour les petits entrepreneurs/entrepreneuses locaux et déplacés.

- Allonger la période de commercialisation de l'oignon et sa meilleure disponibilité pendant la période de soudure en **améliorant la qualité des produits et les capacités de stockage**, afin de réduire le volume des importations. Aider les associations de maraîchers existantes à bien préparer la campagne maraîchère qui commence, en se concentrant notamment sur l'oignon et la pomme de terre, et en améliorant la conservation en construisant dès



maintenant des greniers Tilgr Baoré.¹ Encourager le regroupement des productions pour accéder à de nouveaux débouchés, plus lointains et plus rémunérateurs.

- **Mieux collaborer de manière stratégique avec la CRBF**, et le déploiement conjoint de Red Rose offre une belle opportunité pour cela. Par exemple, 20 volontaires de la CRBF formés au Nord sur la nutrition et l'hygiène devraient organiser des séances de sensibilisation sur les bienfaits d'une alimentation diversifiée avant les prochaines distributions de coupons-valeurs pour les ménages déplacés dans la région du Nord et de la province du Soum. Continuer à faciliter l'accès des populations affectées à des produits frais pour diversifier le régime alimentaire

- **Faciliter l'accès aux services financiers** et encourager l'épargne et l'inclusion financière: continuer à explorer la pertinence d'utiliser l'argent électronique (par exemple Orange Money) ou une Institution de MicroFinance (par exemple CODEC de Ouahigouya) pour les personnes ciblées en contexte urbain. Promouvoir et supporter les initiatives locales de warrantage pour éviter le bradage des produits en faveur des commerçants.

- **Identifier des synergies entre les interventions du CICR**, notamment dans le domaine de la gestion des déchets : par exemple Santé animale/élevage et maraîchage, en employant bien sûr la fumure organique, mais aussi en recyclant certains déchets de récoltes pour produire de l'aliment à bétail, explorer possibilité de créer des emplois dans la filière des peaux et des cuirs avec par exemple une collaboration avec les bouchers pour une meilleure découpe des peaux pour diminuer les pertes. Certains artisans locaux confectionnent déjà des produits en cuir. Gestion des déchets dans la région du Nord pour dans un premier temps la production de compost pour jardins maraîchers, et dans une phase ultérieure, gestion intégrée des déchets², en ciblant certaines infrastructures supportées par le CICRC (hôpitaux, centres de détention, écoles...)



Figure 1: Projet de CEAS sur la gestion de déchets (Facebook, 2020)

1.3 Recommandations détaillées dans la filière maraîchère (par ordre de priorité et de faisabilité)

Environnement de marché

1. Faciliter la participation des personnes déplacées dans les activités maraîchères des groupements existants à Ouahigouya, Titao et Thiou

*Discuter avec les autorités locales de leurs plans de développement local et d'aménagement, ainsi que de nos idées d'interventions dans le maraîchage.

2. Promouvoir et soutenir une production maraîchère durable et une gestion intégrée des ressources naturelles

*Contribuer à l'amélioration du cadre sanitaire régissant le secteur maraîcher, en faisant la promotion du compostage et de la fumure organique dans le cadre d'une gestion harmonisée des déchets, des pratiques agronomiques naturelles et en valorisant le savoir local traditionnel.

*Discuter avec les ONG locales Burkina Vert, Terre & Humanisme et CEAS.

3. Faciliter l'accès à la terre, en particulier en faveur des femmes et des jeunes

*Discuter avec la Coopération Suisse (Ouagadougou) des leçons apprises du Programme PAMEFA, qui a contribué à faciliter l'accès à la terre avec des modalités comme le système de cautionnement mutuel, l'assurance agricole et le micro leasing.

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=0HY2AepEluw>

² <https://www.ceas.ch/projet/projet-d-appui-a-la-gestion-des-dechets-municipaux-dans-sept-villes-secondaires-du-burkina-faso.html>



*Sensibilisation et consultations avec les chefs coutumiers et propriétaires terriens, et explorer la possibilité de louer des terres en période d'hivernage pour les familles déplacées (synergie avec WATHAB pour restaurer ou creuser des puits où il y a un bon potentiel hydrique)

Chaîne de marché

1. Soutenir certains producteurs maraîchers déplacés déjà actifs avec du *cash conditionnel for livelihoods* et **encourager certaines pratiques agroécologiques** ayant prouvé leur efficacité pour améliorer aussi bien la qualité des produits que le bilan financier de l'exploitation maraîchère

*Promouvoir et soutenir la fabrication de composte, la lutte naturelle contre les ravageurs, l'autoproduction de semences, l'intensification de l'élevage, la récupération du fumier pour le jardin, la production de jeunes arbres en pépinière pour vendre à des projets de reboisement)

2. **Soutenir les associations de producteurs maraîchers actives** travaillant déjà avec les personnes déplacées

*Intégrer les associations de producteurs soutenues dans les interventions d'assistance alimentaire, pour continuer la diversification du panier alimentaire en faveur des personnes déplacées initiée à travers l'intervention pilote coupon valeur et cash back. Discuter avec l'Association Professionnelle des Maraîchers du Yatenga (ASPMY). Discuter avec l'Association Tickwende des Producteurs d'Oignons du Yatenga (ATPOY) fondée en 2008 pour aider les femmes rurales, soutenue par la Coopération Suisse).

3. **Soutenir les petites unités de transformation existantes** (oignons et pommes de terre) avec *MEI collectif*.

*Discuter avec la Chambre de commerce (région du Nord) et l'Association de Femmes CEPROFEM

*Explorer la possibilité de mieux connecter les unités de transformation directement avec les productrices et vendeuses locales de légumes.

4. **Faciliter la disponibilité des produits maraîchers en dehors de la période de maraîchage** dans les bas-fonds (entre mai et septembre) afin que les producteurs évitent de brader les prix en faveur des grossistes.

5. Contribuer à la diversification des activités économiques pour les femmes et le jeunes³ en milieu rural, avec un accent particulier sur la **commercialisation⁴ et la transformation des produits maraîchers**

*Identifier la demande pour produits bio à Ouagadougou (Laico et autre grands hôtels à Ouaga200, ...)

*Explorer possibilité de relation commerciale entre les associations locales soutenues, et des consommateurs tels que les institutions (ex : hôpitaux, centres de détention, centres d'accueil, écoles et centres de formation), particulièrement les institutions avec lesquelles le CICR collabore déjà. Discuter avec les collègues de Ouagadougou de la Nutrition en charge de l'analyse de l'approvisionnement de la nourriture dans les centres de détention et des collègues de la Protection.

*Aider les producteurs et les associations de producteurs en facilitant l'achat collectif des intrants et du carburant, le stockage collectif et la vente groupée, pour éviter que les grossistes fixent les prix.

*Aider les associations soutenues à transporter les produits à l'aide d'une charrette et âne ou mototricycle.

*Promouvoir la transformation des produits maraîchers. Voir s'il y a des bonnes pratiques du Mali sur les séchoirs solaires. Discuter avec l'Association locale CEPROFEM déjà active dans le séchage des produits.

Infrastructure et services du marché

1. Diminuer les pertes post-récoltes des oignons et **améliorer la conservation des oignons dans les zones de production**, pour allonger la période de commercialisation des oignons et autres produits maraîchers

*Améliorer la qualité des produits cultivés (moins d'engrais chimiques)

*Construire des infrastructures de stockages style grenier Tilgr Baoré (innovation locale soutenue par la Coopération Suisse) pour l'oignon et la pomme de terre. Discuter avec la Coopération Suisse (Ouagadougou

³ L'apprentissage des petits métiers fait partie des priorités de développement identifiées lors de l'Analyse de l'Economie des Ménages (MAHRH, 2012).

⁴ Le développement du circuit d'écoulement de produits agricoles fait partie des priorités de développement identifiées lors de l'Analyse de l'Economie des Ménages (MAHRH, 2012).



et Bern) pour créer des synergies avec la phase 4 du Programme PAMEFA qui démarre. Explorer la possibilité d'engager des soudeurs et menuisiers locaux pour la construction et montage des greniers, qui pourraient former des jeunes bénéficiaires d'un MEI.

*Construire une chambre froide alimentée par des panneaux solaires et batterie à Ouahigouya pour certains produits maraîchers très périssables comme les choux, salades, concombres et carottes.

2. Faciliter **l'accès à l'eau** à travers la réhabilitation des aménagements hydro-agricoles vétuste et le développement de nouveaux aménagements, comprenant les bas-fonds et de puits maraîchers lorsqu'il existe un fort potentiel⁵, mais aussi des technologies comme l'aspersion et le bocage pour améliorer la gestion et l'utilisation de l'eau.

*Identifier s'il y a des barrages à réhabiliter ou puits à creuser dans les villages accueillants des personnes déplacées pour assurer un approvisionnement durable de l'eau (Synergie avec WATHAB).

*Appui aux producteurs maraîchers avec panneaux solaires pour faire fonctionner la motopompe et l'arrosage en sprinkler. Identifier quels sont les autres besoins énergétiques à Ouahigouya et dans les autres villages appuyés, et faire une commande de panneaux solaire et de services en gros. Lors de l'installation de panneaux solaire, inclure des jeunes comme assistants et les former.

4. Faciliter **l'accès aux intrants de qualité**, naturels idéalement et peu coûteux (semences oignon, pomme de terre)

*Production d'engrais organiques à base de déchets locaux

*Production artisanale de NPK, Urée Phosphate

*Production d'huile de neem comme produit phytosanitaire

*Explorer possibilité de vendre des semences de qualité dans d'autres régions

*Promouvoir et soutenir les fermes-écoles, en aidant au développement des activités commerciales comme la vente de compost ou de semences, ainsi que des activités de services comme les formations.

5. Faciliter **l'accès au microcrédit** formel auprès des banques, des institutions de micro crédit et des mutuelles, mais également au crédit informel auprès des commerçants et autres prestataires de services financiers informels (tontine, warrantage avec les greniers construits,...) pour les communautés hôtes et déplacées.

*Discuter avec le représentant des Caisses populaires du Nord, qui a collaboré avec la Coopération Suisse.

2. Analyse du contexte

Depuis juillet 2018, l'insécurité croissante, les attaques des groupes armés, les exactions et la dégradation de l'accès de la population aux services de base ont entraîné d'importants déplacements forcés dans la partie septentrionale du pays (frontière avec le Mali et le Niger). La détérioration de la situation humanitaire s'est accélérée au cours des années 2019 et 2020 : entre fin janvier et début décembre 2019, le nombre de personnes déplacées a augmenté de 500%, passant de 87'000 à 560'000 personnes⁶. Au moment de finaliser ce rapport (Octobre 2020) le nombre de personnes déplacées internes s'élèvent à plus de 860'000 personnes (chiffres de février 2020 à actualiser).

Dans la région du Nord, les communes de Kain, Thiou dans la province du Yatenga et de Bahn, Sollé et Titao dans le Loroum sont celles qui ont accueillies le plus de personnes déplacées. En réponse aux besoins essentiels des personnes déplacées, le CICR apporte depuis septembre 2018 une assistance alimentaire via des coupons marchandises échangés auprès de plusieurs commerçants locaux contre un kit alimentaire prédéfini. **Un des enjeux pour la nouvelle délégation est de lancer des activités génératrices de revenus/MEI, prévues depuis 2019, mais qui n'ont pas encore été mises en oeuvre⁷.**

Présence du Mouvement au Burkina : La Croix-Rouge Burkinabè (CRBF) est une société nationale (SN) opérationnelle, avec un portfolio de plus de 30 projets sur l'ensemble du territoire national. Les autres acteurs du Mouvement présents dans le pays - CR Belge, CR Espagnole, CR Monégasque et CR Luxembourgeoise - travaillent sous la bannière de la CRBF. Depuis 2018, la CRBF a été directement touchée par plusieurs incidents de sécurité graves. Une partie des projets d'assistance du CICR est mise en œuvre en coopération avec la CRBF. La contribution

⁵ L'aménagement des retenues d'eau, l'aménagement des bas-fonds, la réhabilitation des barrages endommagés font partie des priorités de développement identifiées lors de l'Analyse de l'Economie des Ménages (MAHRH, 2012).

⁶ OCHA, 2019.

⁷ L'Objectif Spécifique SO4 du Plan Opérationnel EcoSec 2020 concerne la mise en œuvre de projets MEI/AGR.



des volontaires de la CRBF dans la mise en œuvre des activités EcoSec a été très importante, particulièrement dans les zones difficiles d'accès. Les membres et volontaires de la CRBF ont participé à toutes les étapes du programme et cette collaboration a permis de toucher les populations qui sont dans le besoin d'une assistance⁸. Le déploiement conjoint au Burkina entre le CICR, la CRBF et la CR Belge de la plateforme informatique Red Rose pour faciliter la gestion des interventions, notamment l'enregistrement des personnes affectées et l'utilisation de coupons électroniques, représente un exemple de cette bonne coopération au sein du Mouvement.

3. Méthodologie suivie pour l'analyse de marché :

Le spécialiste cash & markets EcoSec basé à Genève a organisé, lors de sa mission d'appui en février 2020, une formation de 2 jours à Ouagadougou sur l'analyse des systèmes de marchés et des interventions axées sur les marchés. 8 participant.es du CICR (EcoSec, LOG et Finance), de la CRBF et de la CR Belge, ayant déjà des connaissances préalables sur l'analyse de marché rapide ou sur les transferts monétaires, ont été sélectionné.es pour participer à cette formation, cofacilitée par le spécialiste cash & markets basé à Ouagadougou.



Figure 2: Formation sur l'analyse de marché et les interventions axées sur les marchés (Ouagadougou, Février 2020)

La consultation durant la formation a permis d'identifier les systèmes de marchés/filières les plus importants pour les personnes affectées, en lien avec le mandat du Mouvement : les produits maraîchers, les céréales sèches, le bétail et le travail journalier. Cette étude se concentre tout particulièrement sur les **produits maraîchers** en raison de leur importance comme source de revenus dans la région du Nord, et des taux élevés de malnutrition dans cette zone opérationnelle. La mission d'appui de 24 heures à Ouahigouya a permis aux spécialistes cash & markets de Genève et de Ouagadougou, en collaboration avec un autre collègue résident EcoSec et 2 collègues de la LOG de réaliser des entretiens avec les 3 commerçants engagés pour le projet de coupons-marchandises, ainsi qu'avec différents acteurs impliqués dans la filière maraîchère, notamment 1 représentant des producteurs maraîchers et 1 représentante des vendeuses de légumes.

⁸ Rapports trimestriels EcoSec de 2019.





Figure 3: Entretien avec un commerçant engagé pour les distributions alimentaires à travers les coupons (Ouahigouya, Février 2020)

La collecte de données primaires a été complétée par une revue des données secondaires⁹. L’outil RAM a été utilisé pour les aspects liés spécifiquement au choc créé par les arrivées massives de personnes déplacées dans la zone opérationnelle couverte par la Sous-Délégation de Ouahigouya, avec une attention particulière sur le marché central de Ouahigouya. L’approche MAG a été suivie pour réaliser la cartographie de la filière maraîchère. Des éléments de l’approche *Making Markets Work for the Poor* (M4P) ont été utilisés pour analyser plus en profondeur certains dysfonctionnements structurels au sein de la filière maraîchère. Le cadre analytique *Market Based Programming*¹⁰ a permis d’**identifier des interventions pouvant contribuer au meilleur fonctionnement de la filière maraîchère**, dans l’optique de **créer des emplois additionnels en faveur des communautés hôtes et déplacées**, mais aussi d’**améliorer la disponibilité des certains produits maraîchers** en dehors de la période de récoltes.

4. Analyse du système de marché des produits maraîchers¹¹

4.1 Pourquoi se concentrer sur les produits maraîchers comme système de marché critique ?

L’économie burkinabè repose principalement sur l’agriculture qui occupe environ 80 % de la population active. Le potentiel de développement de la filière maraîchère est très élevé puisqu’elle est amenée à répondre à une demande urbaine et rurale en pleine croissance pour les légumes. La culture des légumes a évolué d’une place marginale à l’orée des champs pour l’autoconsommation à une place centrale dans les bas-fonds pour la commercialisation dans les marchés urbains. Les besoins modernes entraînent un recours accru à la monnaie, et donc la nécessité de développer des activités génératrices de revenus¹². L’activité maraîchère propose une alternative locale à la migration économique vers les villes, vers les zones d’orpillage ou vers les plantations côtières, ce qui permet en partie de mettre en valeur les ressources naturelles du pays et d’endiguer l’exode rural¹³. Améliorer les opportunités de travail pour les jeunes peut aussi les décourager à rejoindre des groupes armés¹⁴.

⁹ Le diagnostic de la filière maraîchère au Burkina (FAO et MARHR, 2007), ainsi que la thèse de doctorat sur l’évolution du maraîchage au Burkina (Gross, 2018) ont été particulièrement utiles pour comprendre les contraintes structurelles affectant la filière maraîchère (situation avant la crise).

¹⁰ Ce cadre analytique est plus connu au sein d’EcoSec sous le sobriquet « La Pizza »

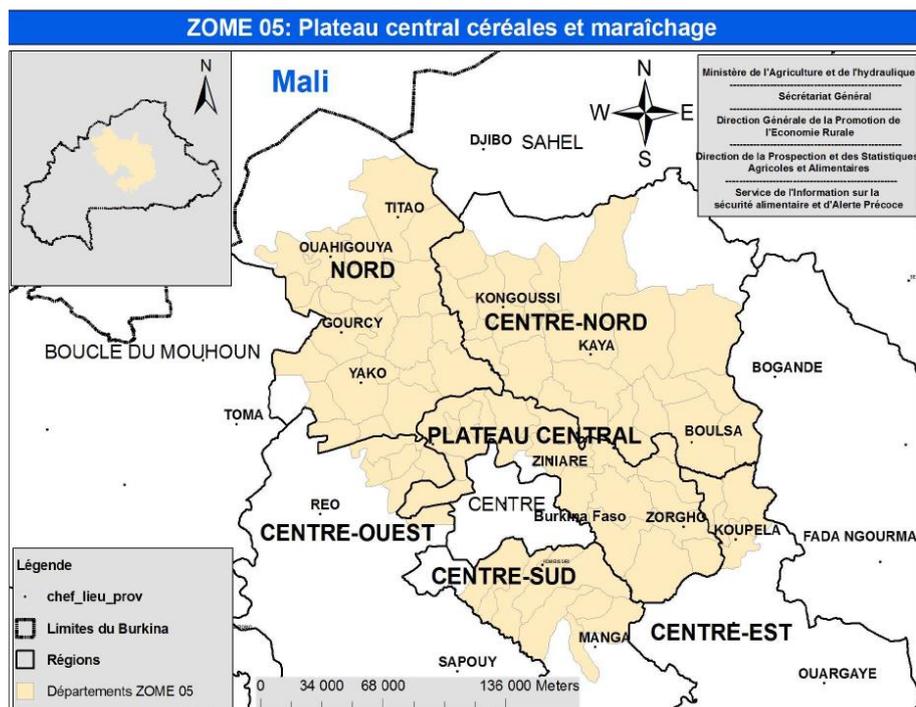
¹¹ Le terme « filière maraîchère » est aussi employé pour désigner le « système de marché des produits maraîchers ».

¹² Gross, 2018.

¹³ Gross, 2018.

¹⁴ Seignobos, 2018.





Dans la zone de moyen d'existence 05 dont font partie Ouahigouya et d'autres villages de la zone opérationnelle du CICR, la culture des céréales et le maraîchage représentent les 2 activités dominantes¹⁵. Le relief de cette zone est caractérisé par les plaines et les bas-fonds. Les sols de la zone connaissent une dégradation progressive dûe en partie aux aléas climatiques et à la surexploitation des ressources naturelles, entraînant une régression du couvert végétal et le tarissement précoce des retenues d'eau. Les précipitations, insuffisantes et irrégulières, durent généralement de mai à octobre¹⁶.

Les cultures de saison sèche constituent une source de revenus

Figure 4: Zone de moyens d'existence 5: Plateau central céréales et maraîchage (MAHRH, 2012)

importante pour la population. Le système de production pluviale est tourné vers une agriculture de subsistance utilisant peu d'intrants. Les principales **cultures céréalières** dans la zone sont : le mil, le sorgho, puis ensuite le maïs le riz et le fonio. Les **cultures de rente** sont essentiellement le coton, l'arachide, le sésame, le niébé, le voandzou et certains produits maraîchers comme l'oignon, la patate, et la tomate. Le calendrier saisonnier de la zone de moyen d'existence 05 ci-dessous donne un aperçu des moments importants de l'année.

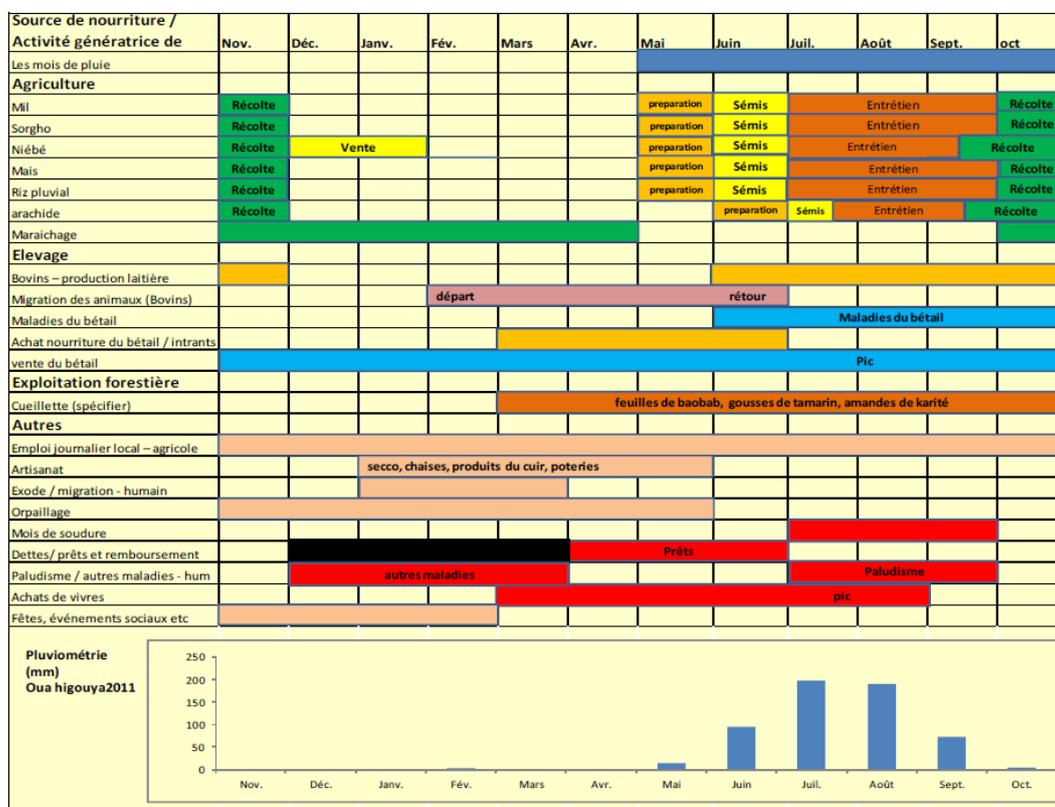


Figure 5: Calendrier saisonnier de la ZOME 05 (MAHRH, 2012)

¹⁵ Cette zone de moyens d'existence recoupe les provinces du Lorum, Yatenga, Bam, Kourwéogo, Namentenga, Kouritenga, Zondoma, Passoré, Sammentenga, Oubritenga, Ganzourgou et du Bazèga.

¹⁶ MAHRH, 2012.



Le maraîchage est pratiqué d'octobre à avril, particulièrement dans le Bam, le Sanmatenga, l'Oubritenga et le Yatenga. Le maraîchage s'inscrit dans la filière fruits et légumes qui découle des 6 filières prioritaires définies dans les 2 derniers plans stratégiques de développement du Gouvernement¹⁷. Parmi les différents produits maraîchers de la zone opérationnelle du CICR, il a été décidé, suite à la revue de la littérature, d'apporter une **attention particulière sur l'oignon**, pour les raisons suivantes :

- Le Burkina est depuis plusieurs années un producteur d'oignons majeur de l'Afrique de l'Ouest¹⁸. Les principales zones de production comprennent les provinces du Bam et du Yatenga¹⁹.
- L'oignon est utilisé toute l'année pour la préparation de la sauce qui accompagne traditionnellement le tô ou le riz²⁰. Il est l'un des principaux condiments utilisés non seulement au Burkina, mais aussi dans la cuisine du reste de la sous-région. L'oignon permet d'améliorer la valeur nutritionnelle d'un plat.
- L'oignon répond à la demande des marchés locaux ainsi qu'à celle des marchés urbains nationaux, ou des filières d'exportations, avec un fort potentiel transfrontalier avec le Niger.
- Il est moins fragile et se conserve mieux que d'autres légumes.
- Il est la principale source de revenus pour une grande partie des maraîchers de la région du Nord.
- Au regard de ces immenses potentialités (augmenter les exportations et diminuer les importations), la sous-filière de l'oignon a été identifiée comme prioritaire par les plans du Gouvernement de réduction de la pauvreté.
- Gros potentiel d'amélioration dans différents segments de la sous-filière de l'oignon, notamment la conservation la commercialisation. Une meilleure production, transformation et commercialisation des produits agricoles renforce la sécurité alimentaire.
- Des initiatives encourageantes ont été menées ces dernières années dans la sous-filière de l'oignon, notamment par la Coopération Suisse (DDC) à travers le PAMEFA dont la phase 3 s'est terminée en fin 2017.
- Le Yatenga et Titao, une des zones prioritaires accueillant un grand nombre de personnes déplacées, est une des zones importantes de production d'oignons.

¹⁷ Par exemple, l'axe n°3 du dernier plan stratégique porte sur l'élargissement des opportunités en matière d'emplois et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres, notamment dans le secteur maraîcher.

¹⁸ En 2007, la production nationale atteignait les 70 000 tonnes (PAFASP : Programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales – 2012).

¹⁹ MARHN, 2012.

²⁰ Les céréales les plus consommées en ville ne sont plus les mils, mais le riz et le maïs, alors que l'oignon et la tomate sont devenus les condiments les plus communs, au détriment des produits de la cueillette.



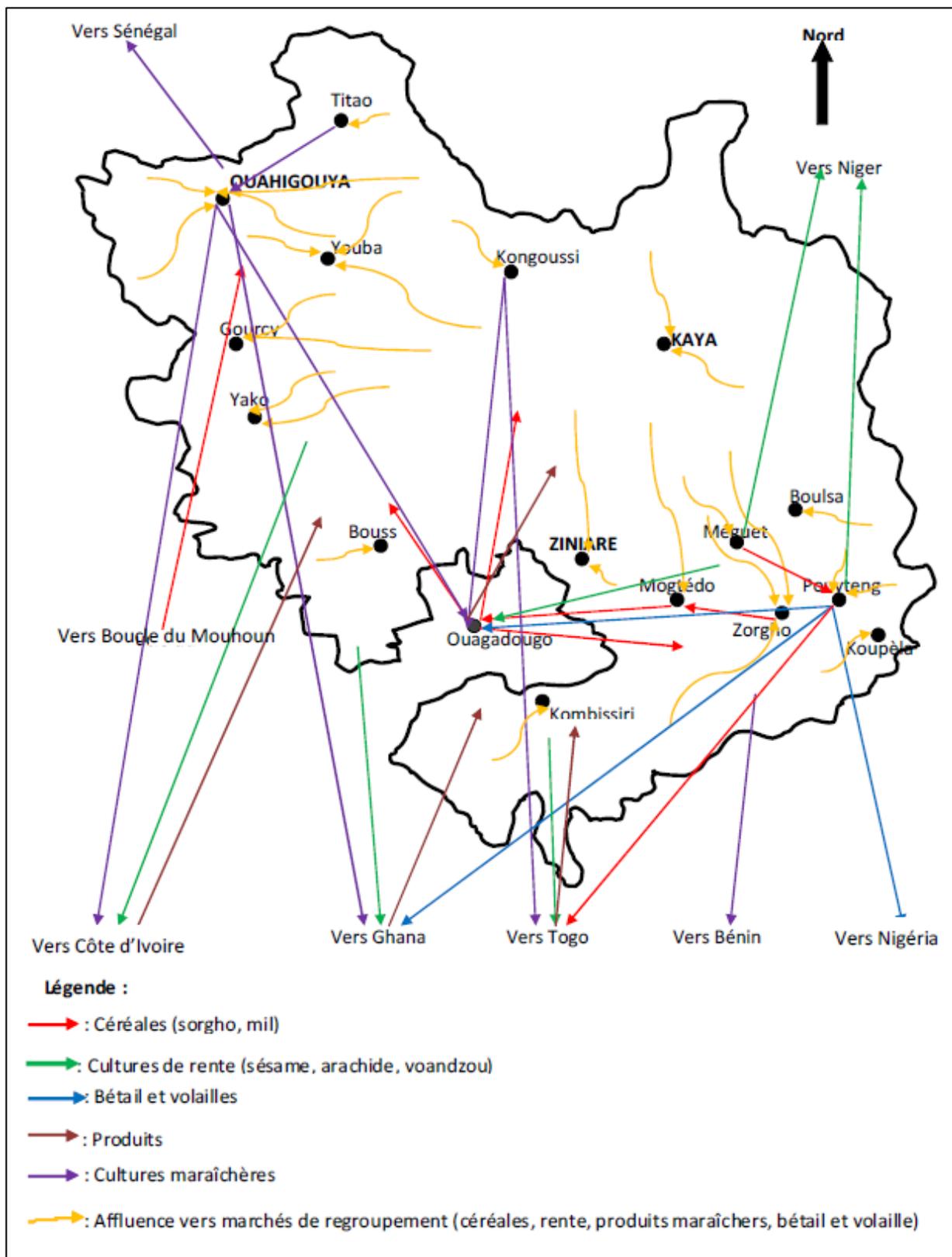
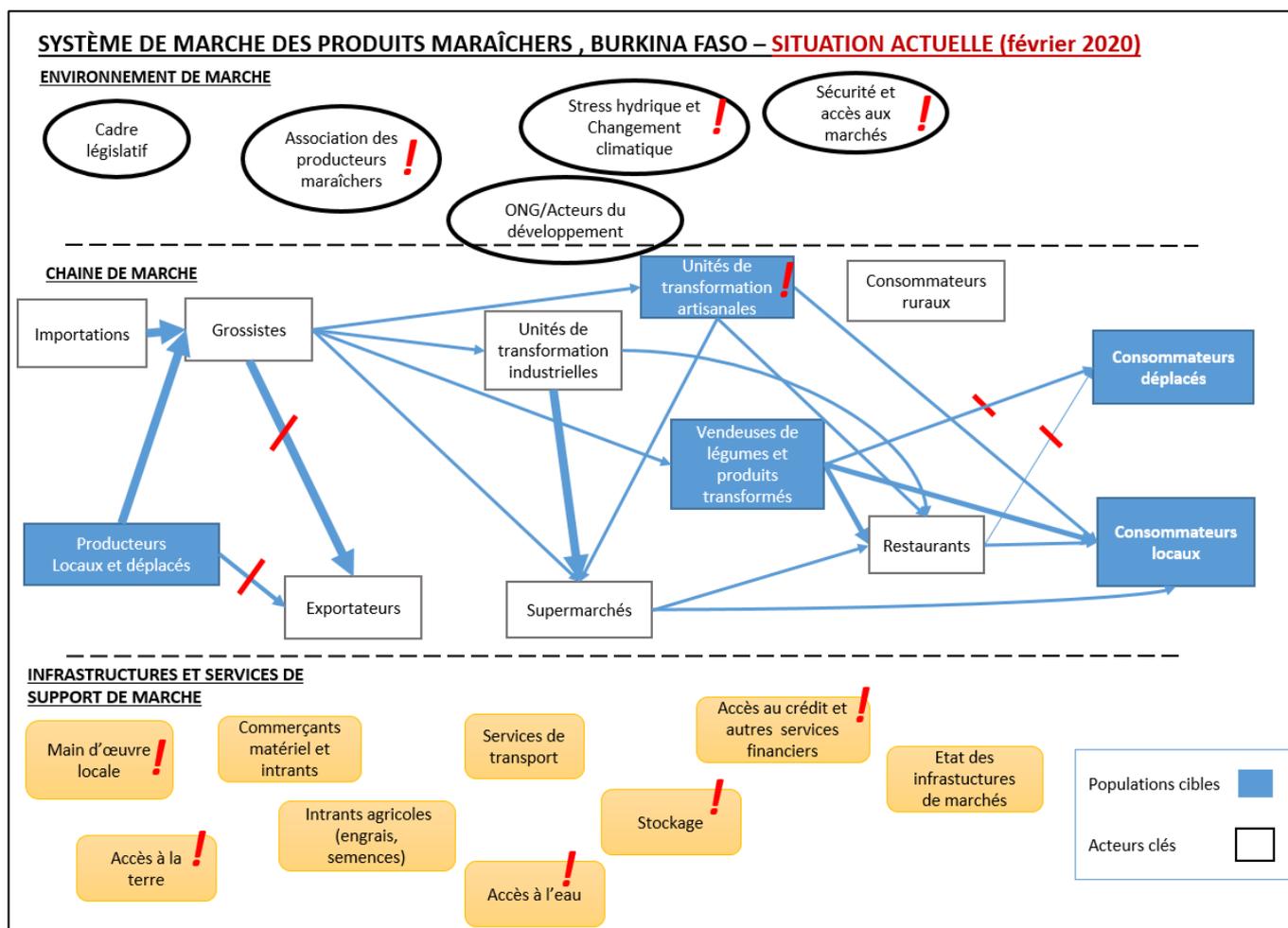


Figure 6: Carte des flux (MAHRH, 2012)





Pour des informations additionnelles ou commentaires, prière de contacter:
 Alexandre Gachoud, Référent technique EcoSec Cash & Markets basé à Genève
 agachoud@icrc.org

